Le crash de la démocratie guinéenne: quelques titres de la presse nationale

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Le crash de la démocratie guinéenne : la presse nationale s'interroge

---

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

Guineenews

Guineematin

Triomphe sans gloire pour Alpha Condé : le plus dur est à venir !

Jamais une élection n'avait été aussi meurtrière en République de Guinée. La journée a été apocalyptique pour de nombreuses familles. Le Front national pour la défense

CECIDE
Le Développement est Possible

Guineematin.com
359 904 mentions J'aime
J'aime cette Page
Regard

FAITES VOS PUBLICITÉS ICI

Guineematin.com est sacré meilleur

ELECTIONS MUNICIPALES 2020 : ENSEMBLE POUR PORCHEVILLE

Ledjely

Mosaiqueguinee

Visionguinee

Africaguinee

Violences, mascarade électorale et des morts en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Violences, mascarade électorale et des morts en Guinée : la presse internationale en parle

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

La CROIX

RFI

rfi

Direct MONDE | Direct AFRIQUE

#CORONAVIRUS PODCASTS AFRIQUE AFRIQUE FOOT LES PLUS LUS STOP L'INFOX

Guinée: plusieurs morts et des blessés dans des heurts lors du double scrutin

Publié le : 23/03/2020 - 01:25 Modifié le : 23/03/2020 - 14:03

EL PAIS

EL PAÍS INTERNACIONAL

EUROPA EE UU MÉXICO AMÉRICA LATINA ORIENTE PRÓXIMO ASIA ÁFRICA FOTOS OPINIÓN ÚLTIMAS NOTICIAS

Diez muertos en violentos incidentes durante el referéndum constitucional en Guinea

La oposición acusa al presidente Alpha Condé de organizar la consulta para seguir seis años más en el poder

4

JOSÉ NARANJO

Dakar - 23 MAR 2020 - 15:13 CET

NEWSLETTER
Recibe el boletín de Internacional

FORO FUTURO

TAZ

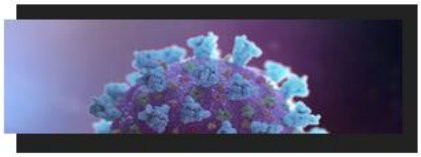
Referendum in Guinea

Der Präsident bittet zur Urne

Proteste und Gewalt stören das Verfassungsreferendum in Guinea. Es wurde mehrfach verschoben und fällt nun mit dem Coronavirus zusammen.

Großspurige historische Vergleiche: Wahlwerbung des Präsidenten von Guinea
Foto: Sadak Souici dpa Le Pictorium Agency via ZUMA

SCHWERPUNKT CORONAVIRUS



Politik / Afrika 22. 3. 2020

DOMINIC JOHNSON
Ressortleiter Ausland

THEMEN
#Guinea, #Alpha Condé

France 24

FRANCE 24

LIVE

#CORONAVIRUS #FRANCELOCKDOWN FRANCE AFRICA CULTURE TV SHOWS FIGHT THE FAKE

Several killed in Guinea as voters cast ballots in contentious referendum

162 shares

Issued on: 22/03/2020 - 15:49 Modified: 22/03/2020 - 15:49

Financial Afrik

Financial Afrik

FINANCE LEADERS SECTEURS ESPACE PME EDITORIAL PREMIUM

Accueil › A la Une › Guinée: Alpha Condé, le dernier des Mobutu

A la Une Leaders Chroniques Premium

Guinée: Alpha Condé, le dernier des Mobutu

Par **Albert Savana** - 22 mars, 2020 0

Partager Facebook Twitter LinkedIn

S'ABONNER À LA NEWSLE

Abonnez-vous à notre newsletter et rejoi
35 957 abonnés.

Adresse mail

S'abonner

MY PREMIUM

Devenir Membre PREMIUM

Mediapart

Le Temps

The Guardian

Support The Guardian
Available for everyone, funded by readers
Contribute → Subscribe →

Search jobs | Sign in | Search | The Guardian | International edition

News | Opinion | Sport | Culture | Lifestyle | More

World ▸ Europe US Americas Asia Australia Middle East Africa Inequality Global development

Guinea

Guinea votes on law that could let president stay on for 12 more years

Opposition boycott of referendum all but ensures new basic law will be approved

Reuters in Conakry
Sun 22 Mar 2020 14.05 GMT

92

Read The Guardian without interruption on all your devices
Subscribe now

WakatSéra

LUNDI, MARS 23, 2020 CONNEXION / INSCRIVEZ-VOUS LES DERNIERS COMMENTAIRES CONTACT

WakatSéra
Le temps de la vraie info

ACCUEIL | POLITIQUE | ECONOMIE | CULTURE | MONDE | SPORT | OPINION | SOCIÉTÉ | DIASPORA

Accueil › A la une › Guinée: que va-t-il se passer maintenant?

WAKAT-SERA | A LA UNE | EDITORIAL

Guinée: que va-t-il se passer maintenant?

By **Morin** - 22 mars 2020 1972 0

Articles récents

Coronavirus: pas de nouveaux décès et de guérison au Burkina à la date du 22 mars (Pr Martial Ouédraogo)

Burkina: l'identité du patient de l'avion suisse médicalisé est connue

Coronavirus: le ministre de la Communication du Burkina testé négatif, celui du Commerce positif

Covid-19: l'Institut Free Afrik demande le retrait immédiat de la réforme relative à l'application de l'IUTS

Coronavirus au Burkina: 99 cas, quatre décès

TV5 Monde

TV5MONDE | TV | Info | Langue française | Afrique | Jeunesse | Culture | Style | Plus

INFO

Rechercher sur le site

Accueil | Videos | Afrique | Terriennes | Culture | Les journaux | En continu | Suivez-nous

AFRIQUE

La Guinée clôture une violente journée de référendum et de législatives

EN CE MOMENT

- L'actualité au Mali
- L'actualité en Algérie
- L'actualité en Côte d'Ivoire
- L'actualité au Burkina Faso
- Le franc CFA en débat
- Au Sahel, la guerre contre les djihadistes

Aljazeera

ALJAZEERA | News | AJ Impact | AJ Go | Documentaries | Shows | Investigations | Opinion | More

NEWS / AFRICA

Guinea votes in contested referendum and parliamentary poll

Opposition boycotting vote allege referendum is a ploy by President Alpha Conde to remain in power.

22 Mar 2020

Le Monde

Consulter le journal

Le Monde

Se connecter

ACTUALITÉS ÉCONOMIE VIDÉOS OPINIONS CULTURE M LE MAG SERVICES

Le Monde Afrique · GUINÉE

Partage

Guinée : le référendum constitutionnel et les législatives troublés par des violences

Le scrutin est boycotté par l'opposition, qui accuse le président, Alpha Condé, de se frayer une voie vers un troisième mandat.

Le Monde avec AFP · Publié hier à 15h39, mis à jour à 02h21

Lecture 4 min.

Les plus lus

La Guinée clôture une violente journée de référendum et de législatives

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

La Guinée a vécu dimanche un référendum et des législatives ternis par des violences, avec la mort d'au moins 10 manifestants tués par les forces de l'ordre selon l'opposition, qui a boycotté ces scrutins pour faire barrage à un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé.

Ce bilan n'a cependant pu être confirmé de source indépendante et les autorités n'étaient pas joignables pour réagir aux affirmations de l'opposition.

Le vote, dont le terme était fixé à 18H00 (GMT et locales), a été progressivement clôturé dimanche à Conakry où des bureaux ont fermé plus tôt que prévu à cause des incidents, selon un journaliste de l'AFP.

> *Les manifestants anti-Condé ont "bravé les balles des forces de l'ordre qui ont arrêté massivement, tiré aveuglément, molesté cruellement, tuant au moins 10 personnes et blessant par balle plusieurs dizaines" de personnes, a indiqué dans un communiqué le FNDC, le collectif de partis d'opposition et de la société civile qui lutte contre un éventuel troisième mandat de M. Condé*

Le FNDC "appelle à intensifier les manifestations demain lundi 23 mars et mardi 24 mars 2020 avec pour objectif ultime le départ du

dictateur
Alpha Condé”.

> *Au moins 32 manifestants avaient jusqu’à dimanche après-midi été tués depuis le début à la mi-octobre de la vague de protestation, qui a également coûté la vie à un gendarme, selon un décompte de l’AFP. M. Condé, 82 ans, a été élu en 2010 et réélu en 2015.*

Aucune indication n’était disponible dimanche soir sur la participation, les résultats et leur date de publication. Les responsables de l’Administration territoriale (Intérieur) et la
Commission électorale n’ont pas répondu aux sollicitations de l’AFP.

L’actuelle
Constitution limite à deux le nombre de mandats, la nouvelle que
propose M. Condé également. Mais, accusent ses opposants, elle lui
permettrait de remettre son compteur à zéro afin de se succéder à
lui-même fin 2020.

– attaque contre des gendarmes –

Le début
du vote, prévu à 08H00 (GMT et locale), a commencé à l’heure indiquée
dans un bureau proche du palais présidentiel à Conakry mais il a été
perturbé à de nombreux endroits, selon un journaliste de l’AFP et des
témoins qui ont affirmé avoir constaté une faible participation.

A

Ratoma (banlieue de Conakry), des jeunes ont attaqué des gendarmes devant des bureaux de vote dans une école. Une autre école dans la même zone a été attaquée et le matériel électoral saccagé.

Des affrontements ont eu lieu dans des banlieues de Conakry comme Cosa, Hamdallaye, Dar-es-salam et Lambanyi.

Des troubles sont aussi survenus à Mamou (centre), à Boké (ouest) et à N'Zérékoré (sud-est), selon des témoins. Du matériel électoral a été détruit dans des localités comme Kobéla (sud), Dinguiraye (nord-est) et Konah (nord-est).

"J'espère que tout se passera dans la paix et la tranquillité et que le peuple guinéen, comme en 1958, montrera sa maturité", a déclaré, après avoir voté à Conakry, le président Condé, en allusion au "non" de la Guinée, alors colonie française, au référendum organisé par De Gaulle et qui a ouvert dès 1958 la voie à l'indépendance du pays ouest-africain.

Le référendum et les législatives avaient été reportés à la dernière minute il y a trois semaines dans un climat de vives tensions.

C'est surtout le projet de nouvelle Constitution qui déchaîne les passions.

– Troisième mandat? –

M. Condé assure qu'il s'agit de doter son pays d'une Constitution "moderne". Elle codifierait l'égalité des sexes, interdirait l'excision et le mariage des mineurs. Elle veillerait à une plus juste répartition des richesses en faveur des jeunes et des pauvres. Mais M. Condé entretient le flou sur sa volonté ou pas de briguer un troisième mandat.

> *Les remises en cause internationales quant à la crédibilité du vote se sont succédé, étayées par la présence sur les listes électorales de 2,5 millions de noms douteux, soit le tiers du fichier.*

Les recommandations des organisations internationales sur le fichier ont été "intégralement prises en compte", a affirmé le président Condé dans un discours publié samedi sur la page Facebook de la présidence guinéenne.

L'opposition avait promis de boycotter le vote et d'en empêcher la tenue. La persistance des troubles n'a pas dissuadé le gouvernement d'organiser les scrutins, pas même l'apparition récente du coronavirus.

La Guinée a déclaré deux cas de contamination dont un a été guéri, a annoncé samedi le gouvernement. La présence du Covid-19 suscite l'attention dans un pays où la fièvre Ebola a fait 2.500 morts

entre
2013 et 2016.

Des chefs d'Etat ouest-africains ont annulé leur mission de bons offices prévue au cours de la semaine. Avant le vote, deux grandes organisations régionales avaient renoncé à déployer leurs observateurs ou bien les avaient rappelé.

Par Mouctar BAH AFP

Cet article est republié à partir de information.tv5monde.com. Lire l'original ici

---

En Guinée, Alpha Condé joue son va-tout

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Le référendum dimanche en Guinée couplé à des législatives ont été conçues par le président Alpha Condé pour s'accrocher au pouvoir malgré son âge et la contestation populaire.

81 ans et

président de la République de Guinée depuis 2010. Alpha Condé entend bien le rester. Pour y parvenir, il a organisé un double scrutin qui doit se tenir ce dimanche, couplant ainsi élections législatives et référendum constitutionnel qui lui permettrait de briguer un troisième mandat présidentiel. Grâce à la crise du coronavirus qui a lui a permis d'annuler la médiation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), il y a fort à parier que celui qui fut une figure majeure de l'opposition lors des régimes précédents, parvienne à ses fins.

L'opposition a immédiatement réagi en appelant mercredi à un boycott électoral général et à descendre dans les rues pendant le week-end afin d'empêcher ce que certains désignent comme "un coup d'Etat constitutionnel". Dans une allocution filmée, l'un des coordinateurs nationaux du Mouvement FDNC (Front national pour la défense de la Constitution) Sékou Koundouno a appelé les Guinéens à "se lever" pour faire de ces deux journées un élan de protestation historique. "Nous avons mis en place une batterie de stratégies. Nous allons lancer l'alerte rouge afin d'enterrer ce rêve suicidaire."

Pour le gouvernement, l’élection ne va “sûrement pas répandre le virus”

Le
FNDC a également dénoncé les manœuvres de l’Etat pour censurer Internet
et des supposées pratiques illégales de mise sur écoute téléphonique.
Des groupes de la société civile, quant à eux, ont demandé au chef
d’Etat guinéen de reporter le scrutin jusqu’à la fin de l’épidémie de
coronavirus. Le porte-parole du gouvernement, Amadou Damaro Camara, a
rétorqué “que les deux cas répertoriés de personnes infectées ne
pouvaient empêcher le reste du pays à exercer son droit de vote. Et que
l’élection n’allait sûrement pas répandre le virus.”

Alpha
Condé avait pourtant bien commencé. Bon élève, il avait été envoyé en
France à l’âge de 15 ans afin de poursuivre ses études. Il passe alors
son bac au lycée Turgot à Paris où il sympathise avec Bernard Kouchner
qu’il considère comme son frère. Puis c’est la Sorbonne et la faculté de
droit où il décroche un doctorat d’Etat en droit public. Très vite, il
devient un militant de la cause africaine et s’impose au fil des ans
comme une figure majeure de l’opposition guinéenne. Il fonde trois
partis politiques dont le Mouvement national démocratique

(MND) qui
passera de la clandestinité à la lutte légale en 1991.

En 2000, il est arrêté pendant vingt mois, jugé et condamné par une cour spéciale à cinq ans de prison. Son arrestation suscite un mouvement de protestation local et international. Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'Etat américaine se déplaçant même à Conakry, afin de rencontrer le célèbre opposant. Jacques Chirac s'impliquera aussi personnellement. Il sera libéré une année plus tard par une grâce présidentielle. Aujourd'hui, ses opposants lui reprochent d'avoir oublié tous les combats pour la justice et la liberté menés dans sa jeunesse.

Cet article est republié à partir de lejdd.fr. Lire l'original ici

---

Le président de la Commission de l'Union Africaine préoccupé par la situation en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

La Commission de l’Union africaine appelle le gouvernement et tous les acteurs politiques et sociaux à promouvoir un dialogue politique inclusif afin d’organiser les élections dans un climat apaisé et consensuel.

Communiqué de Presse du Président de la Commission de l’UA sur la Guinée

---

Pour l’UE «les conditions d’organisation d’un scrutin sérieux et apaisé [ ] ne sont actuellement pas réunies» en

Guinée

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

> *Les conditions d'organisation d'un scrutin sérieux et apaisé, dont le résultat puisse être accepté par tous, ne sont actuellement pas réunies.*
>
> *Déclaration de la porte-parole de l'UE sur le double scrutin du 22 mars 2020 en Guinée*

République de Guinée : déclaration de la porte-parole sur le double scrutin du 22 mars

La Guinée aborde dans un contexte de polarisation extrême le double
scrutin du 22 mars, élections législatives et référendum constitutionnel
tel que décidé par le gouvernement.

Les conditions
d'organisation d'un scrutin sérieux et apaisé, dont le résultat puisse
être accepté par tous, ne sont actuellement pas réunies.

L'Union Européenne réaffirme son soutien total aux initiatives de la CEDEAO et de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour amener les autorités guinéennes à organiser

des élections crédibles et inclusives. Elle appelle les acteurs politiques à la responsabilité face aux enjeux et défis auxquels est confrontée la Guinée.

---

eeas.europa.eu

Observation électorale: la CEDEAO décline l'invitation du gouvernement guinéen

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

La CEDEAO serait prête à envoyer une mission d'observation pour les élections si celles-ci sont inclusives

Réponse de la CEDEAO au ministre guinéen des affaires étrangères

---

Nous avons souhaité que la période de report du scrutin soit mise à profit pour renouer le dialogue entre tous les acteurs

politiques

Réponse de la CEDEAO au ministre guinéen des affaires étrangères

---

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION

101, YAKUBU GOWON CRESCENT,
ASOKORO DISTRICT,
P.M.B. 401,
ABUJA NIGERIA,
E-MAIL:info@ecowas.int
www.ecowas.int

COMMISSION DE LA CEDEAO

ECW/PC/AE/2020/11/eke

Abuja, le 19 mars 2020

Monsieur Mamadi TOURE
Ministre des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Extérieur
Conakry - Guinée

Objet : Demande de déploiement d'une mission d'observation

Monsieur le Ministre,

J'accuse réception de votre courrier du 16 mars 2020 sur l'objet en référence et vous en remercie.

A cet égard, permettez-moi encore une fois de saluer et féliciter les Autorités Guinéennes pour la décision importante et courageuse de reporter le double scrutin législatif et référendaire initialement prévu le 1er mars 2020 au 22 mars 2020. Je voudrais également, saluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la mission des experts de la CEDEAO qui ont permis de fiabiliser le fichier électoral pour les élections.

Comme indiqué lors de nos échanges et dans le Communiqué conjoint avec l'Union Africaine, nous avons souhaité que la période de report du scrutin soit mise à profit pour renouer le dialogue entre tous les acteurs politiques.

Nous continuons à penser que cela serait de nature à renforcer la confiance entre tous les acteurs et permettrait de parvenir à un scrutin apaisé et inclusif. Si vous en étiez d'accord, nous sommes prêts à contribuer à faciliter ce dialogue.

Dans ce contexte, concernant le déploiement d'une mission d'observateurs et après consultations avec les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, je voudrais vous assurer que la CEDEAO serait prête à envoyer une mission d'observation pour les élections si celles-ci sont inclusives, comme précédemment indiqué.

Le rapport de l’OIF qui pointe les failles du processus électoral en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Republication de contenu RFI

Cinq choses à savoir sur

Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

SCAN TV & VIDEO [LE CHOIX DE LA REDACTION]

Extrait de Le Monde Afrique : (12 mars 2020)

Les élections législatives et le référendum ne se tiendront pas le 15 mars 2020

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

SCAN TV & VIDEO [LE CHOIX DE LA REDACTION]

Extrait de africanews : (12 mars 2020)

Les conclusions des experts de la Cédéao sur le fichier électoral

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Republication de contenu RFI

L’ONU pour la recherche de solutions consensuelles et durables à la crise politique guinéenne

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, MOHAMED IBN CHAMBAS, CONCLUT UNE VISITE DE TROIS JOURS EN REPUBLIQUE DE GUINEE

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a conclu aujourd’hui une visite de trois jours en République de Guinée.

A cette occasion, le Représentant spécial a réaffirmé toute la disponibilité et l’engagement des Nations Unies à accompagner les efforts des Guinéens dans la recherche de solutions consensuelles et durables à la crise politique qui prévaut en Guinée à travers le dialogue et un engagement pour le respect des droits de l’homme.

Durant cette mission, Mohamed Ibn Chambas a été reçu en audience par le Président de la République de Guinée, le Professeur Alpha Condé. Il a également rencontré le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), l'opposition politique, la coalition des femmes pour la paix et le Conseil de l'Ordre des Avocats de Guinée. Par ailleurs, il s'est entretenu avec l'équipe-pays des Nations Unies et le groupe des partenaires qui accompagnent le processus politique en présence de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire, Doyen du Corps Diplomatique.

Le Représentant spécial a appelé tous les Guinéens à la retenue, au respect et à la protection des droits de l'homme. Il les a aussi invités à privilégier le dialogue pour la consolidation des acquis démocratiques, économiques et de l'état de droit.

Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

UNOWAS

United Nations Office for West Africa and the Sahel

Ensemble pour la paix *Together for peace*

COMMUNIQUE DE PRESSE

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, MOHAMED IBN CHAMBAS, CONCLUT UNE VISITE DE TROIS JOURS EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Dakar, 12 mars 2020- Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a conclu aujourd'hui une visite de trois jours en République de Guinée.

A cette occasion, le Représentant spécial a réaffirmé toute la disponibilité et l'engagement des Nations Unies à accompagner les efforts des Guinéens dans la recherche de solutions consensuelles et durables à la crise politique qui prévaut en Guinée à travers le dialogue et un engagement pour le respect des droits de l'homme.

Durant cette mission, Mohamed Ibn Chambas a été reçu en audience par le Président de la République de Guinée, le Professeur Alpha Condé. Il a également rencontré le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), l'opposition politique, la coalition des femmes pour la paix et le Conseil de l'Ordre des Avocats de Guinée. Par ailleurs, il s'est entretenu avec l'équipe-pays des Nations Unies et le groupe des partenaires qui accompagnent le processus politique en présence de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire, Doyen du Corps Diplomatique.

Le Représentant spécial a appelé tous les Guinéens à la retenue, au respect et à la protection des droits de l'homme. Il les a aussi invités à privilégier le dialogue pour la consolidation des acquis démocratiques, économiques et de l'état de droit.

###

Bureau de la Communication Stratégique et de l'Information Publique / Strategic Communications and Public Information Office

Kouider Zerrouk, Chef de bureau / SCPIO Chief – (+221) 33 869 85 60 / 77 332 49 28 – zerrouk@un.org
Angelita Mendy Diop, Chargée de communication / Public Information Officer– (+221) 33 869 85 47 / 76 721 78 92 – mendya@un.org
Cheikh A. Bamba Seye, Webmaster – Community Manager – (+221) 33 869 85 26 / 76 477 35 53 – seyec@un.org

● www.unowas.unmissions.org ● Facebook.com/UNOWAS ● Twitter.com/UN_UNOWAS
Ngor, route de la plage – PO Box 23 851, Dakar Ponty (Sénégal)

En Guinée, deux leaders du FNDC interpellés, un journaliste français expulsé

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Republication de contenu*

Le président Alassane

Ouattara ne sera pas candidat à sa succession en octobre

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Le président ivoirien Alassane Ouattara, qui entretenait depuis des mois le mystère sur son éventuelle candidature à un troisième mandat, a annoncé, ce jeudi 5 mars, qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle en octobre 2020.

Il laissait planer le doute depuis plusieurs mois. Le président ivoirien Alassane Ouattara
a annoncé, ce jeudi 5 mars, qu'il ne serait pas candidat à un troisième
mandat lors de la présidentielle d'octobre. Âgé de 78 ans, Alassane
Ouattara avait été élu en 2010 et réélu en 2015.

Je vous annonce solennellement que j'ai décidé de ne pas être candidat à la présidentielle du 31 octobre 2020 et de transférer le pouvoir à une jeune génération, a-t-il lancé devant les parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale réunis en Congrès extraordinaire à Yamoussoukro.

Cette annonce faite au terme d'un discours d'une trentaine de minutes
a été accueillie par un tonnerre d'applaudissements de la part des élus
mais aussi de centaines d'élève et étudiants invités au Congrès. Prési ! Prési ! Merci ! Merci !, ont scandé des jeunes.

On est content qu'il laisse la place à la jeune
génération. C'est un homme de parole. Je suis fier de mon président même
si je ne suis pas un de ses partisans. Je suis fier qu'on fasse
confiance à la jeunesse, a affirmé Daouda Bakayoko, élève-maître au Cafop (équivalent de l'École Normale) de Yamoussoukro.

Un climat politique tendu

Le climat politique est tendu en Côte d'Ivoire avant la présidentielle d'octobre, qui se tiendra dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3 000 morts. Les élections municipales et régionales de 2018 ont été marquées par de nombreuses violences et des fraudes.

Pour le moment, l'ancien chef de la rébellion Guillaume Soro, actuellement en France et sous le coup d'un mandat d'arrêt en Côte d'Ivoire, est le seul à s'être déclaré candidat.

L'ancien président Henri Konan Bédié, qui aura 86 ans lors du scrutin, n'a pas écarté l'idée de se présenter.

Cet article est republié à partir de ouest-france. Lire l'original ici

---

Monsieur le président «Il n'est jamais trop tard pour bien faire !» [Lettre ouverte

– Par Mamadou Hassimiou Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Boite aux lettres de la présidence: Des citoyens écrivent à Alpha Condé

Monsieur le président

Si c'est seulement maintenant
que je vous adresse ces mots depuis le début des manifestations contre le
projet de nouvelle constitution et de votre éventuel troisième mandat c'est par
ce que je devais m'assurer de ne pas être l'un de ces charlatans qui prétendent
lire dans l'esprit des autres et prédire ce qu'ils vont dire ou faire dans
l'avenir. Je devais m'assurer de ne pas être le porte-flambeau des revanchards
qui ne cherchent qu'à assouvir leur vengeance. Je devais m'assurer d'abord que
les intentions qui vous sont prêtées soient réellement les vôtres. Je devais
m'assurer, d'abord' que c'est le peuple de Guinée, fier de sa glorieuse histoire
et jaloux de sa liberté, de son unité et de ses acquis en

matière de démocratie
dont l’alternance pacifique et légale au pouvoir est l’un des symboles
essentiels qui réclame son respect et le respect de sa constitution.

Monsieur le président, je ne vous crois pas naturellement mauvais. Dieu n’en a créé aucun qui le soit.

Une modification
constitutionnelle n’est pas forcément mauvaise, mais pourquoi est-ce que c’est
seulement à quelques mois de votre deuxième et dernier mandat que vous vous
rendez compte de cette nécessité ?

Pourquoi voulez-vous, Monsieur
le président, d’un troisième mandat coûte que coûte ? Pourquoi voulez-vous vous
accrocher, mordicus, à cette corvée ?

Pourquoi donc la préoccupation
du peuple de Guinée, votre peuple, ne vous fait, apparemment, ni chaud ni froid
?

Pourquoi est-ce que ces enfants qui tombent sous les balles de ceux qui devraient les protéger, ces femmes qui meurent en accouchant à la maison par ce qu’elles n’ont pas pu accéder aux hôpitaux à cause de ces manifestations ne vous font pas reculer?

Pourquoi ne pensez-vous pas aux
nombres d’heures, de jours et de mois de cours que perdent les futurs cadres de
notre pays à cause de cette pagaille qui y règne.

Ne savez-vous pas qu’un seul
jour de grève fait perdre des milliards à l’économie de la

Guinée ?

Combien de guinéens, après des années de dur labeur, perdent tous leurs biens et se retrouvent les mains vides obligés de reprendre leur vie à zéro à cause de ces manifestations ?

Monsieur le président, le peuple de Guinée est certain de deux choses :

> *« **Une opposition qui ne mise que sur la défaite du pouvoir en place est un virus pire qu'Ebola ou le Corona** » et que « **Un pouvoir qui n'écoute pas son peuple est un démon qui fait énormément de ravages mais qui finira, sans aucun doute, par périr.** »*

Monsieur le président le peuple de Guinée a tellement subi à cause de vous et de votre bande de l'opposition qu'il ne souhaite, aujourd'hui, que trouver un endroit où seul l'ange de la mort pourra vous retrouver le jour-j et de vous y amener vous et votre horde d'**opposants**.

Ne soyez pas, Monsieur le président, pour le peuple de Guinée cet enfant dont la mère regrette de n'avoir pas avorté !

Ne soyez pas le fouet par lequel les ennemis de la Guinée la châtient !

N'acceptez pas d'être cet unique fils qui permet au diable de perpétuer sa progéniture !

Monsieur le président « **un homme qui se gouverne lui-même est plus grand que ceux qui gouvernent le monde entier !** »

Pourquoi acceptez-vous d'être

pris en otage par ces fous de gloire et de pouvoir sans mérite ?

Pourquoi préférez-vous la satisfaction de la cupidité de quelques personnes au détriment du bonheur de votre peuple ?

Pourquoi acceptez-vous d'être le rempart de ces véreux qui profitent juste de votre nom et de votre statut pour assurer leurs places au dépend des plus méritants ?

Monsieur le président votre statut ne vous permet pas d'avoir de vrais amis. Des profiteurs, ça vous en avez pleinement autour de vous et vous le savez très bien.

Vos seuls vrais amis, aujourd'hui sont mes doigts qui vous écrivent ces vérités et celui/celle qui vous les fera lire. Toutes ces hydres que vous engraissez n'attendent que la première occasion pour vous dévorer. Tous ces faux griots qui font semblant de chanter votre gloire vous tourneront le dos le jour où ils se rendront compte que votre cause est perdue et vous le savez mieux que quiconque.

Tous ceux qui vous conseillent de défier votre peuple ne sont pour vous que ce que Haman fut pour le Pharaon.

Profitez de la sagesse de votre âge et des fruits de vos expériences. Ne faites pas anéantir des années de combat juste pour le plaisir de quelques ingrats caméléons sans vergogne !

Rendez le peuple de Guinée fier
de lui en abandonnant tous ces projets controversés de nouvelle constitution et
de troisième mandat il vous pardonnera les erreurs et forfaitures commises au
cours de vos deux mandats par vous-même ou en votre nom car ce peuple est très
clément et compatissant. J'ai vu des guinéens se fondre en larmes au passage de
l'hélicoptère qui ramenait la dépouille du président Lansana Conté chez lui et
mes yeux, à moi, rougirent et j'eus le coeur serré par ce que cela me rappela
que tout finit par finir.

Monsieur le président vous
dites être le **Mandela de la Guinée**. Alors voici le discours que **Nelson
Mandela** aurait tenu au peuple de Guinée en ce moment s'il était à votre
place, occupait les fonctions qui sont les vôtres. **Prononcez ce discours
publiquement avant qu'il ne soit trop tard, vous deviendrez un véritable
Mandela aux yeux des guinéens et du monde entier !**

**Refusez de prononcer ce
discours, vous serez l'Hitler de la Guinée aux yeux des guinéens et du monde
entier pour toujours !**

Discours

« Mes chers compatriotes,
guinéens et guinéennes. Après toute une vie de luttes acharnées que j'ai menées
pour que règnent la liberté, la démocratie et la cohésion sociale en Guinée

vous m’avez en fin investi des charges les plus exigeantes en 2010 et de cette
date à nos jours j’ai fait ce que j’ai pu avec les moyens que vous avez mis à
ma disposition pour vous rendre heureux et fiers.

Au cours de ces deux mandats,
j’avoue avoir fait beaucoup d’erreurs personnellement et beaucoup de
forfaitures ont été commises en mon nom. Parmi ces erreurs figurent la
proposition de la modification constitutionnelle, dont je reste convaincu de
l’utilité mais que j’aurai dû laisser sur la table de mon successeur puis ma
volonté de continuer à vous servir au-delà des limites fixées par la
constitution actuelle.

Chers
compatriotes, votre farouche opposition à ces deux propositions et votre
détermination à défendre la légalité, la démocratie et la justice n’ont fait
que me rendre fier d’être l’un des vôtres. Vous m’avez montré l’énormité de
l’égarement et de la profondeur des erreurs dans lesquelles j’étais.

Mes très chers compatriotes, je
prends aujourd’hui l’engagement solennel devant Dieu, devant vous et devant
l’histoire de vous rendre l’honneur, le respect et la grandeur que vous m’avez
accordés.

Je retire immédiatement ma
proposition de nouvelle constitution et vous promets de me

retirer du pouvoir
le 31 Décembre 2020.

Cette décision n'est motivée ni
par la peur des menaces en l'air des hypocrites qui se croient les gendarmes du
monde ni pour consoler une opposition pleurnicheuse.

Cette décision est motivée par
ma volonté d'essuyer les larmes des guinéens endeuillés par la perte tragique
des leurs. De mettre fin aux cris de faim des enfants dont les parents
n'arrivent plus à travailler normalement pour les nourrir à cause de ces
manifestations. De mettre fin au souci des parents dont les enfants ne vont
plus à l'école. D'empêcher qu'une seule femme de plus ne meurt en accouchant à
la maison par ce qu'elle n'a pas pu aller à l'hôpital. De permettre à ces
courageux et valeureux guinéens de vaquer librement et en toute sécurité à
leurs occupation. De redorer l'image de la Guinée et des guinéens tant au
niveau national qu'international. …. Bref, de rendre mon peuple heureux et fier
de soi.

Peuple de Guinée, je sais que
ta blessure est encore béante. Je sais que les larmes brûlent encore tes joues.
Je sais que ta douleur et ta déception sont encore si profonde. Mais je sais
aussi que tu es assez fort et assez sage pour te maîtriser et pardonner au
moment de ta colère.

Je suis ton fils que tu as
honoré et grandi et qui t’a blessé dans ta dignité par égarement. Je te
présente mes sincères excuses. Ton pardon est plus grand que mes erreurs.

Permets-moi de passer ces dix
(10) mois qui restent de mon dernier mandat à réparer mes erreurs, à te
redonner confiance et à retisser les liens d’unité et de fraternité entre
toutes tes filles et tous tes fils. »

IL N’EST JAMAIS TROP TARD
POUR BIEN FAIRE !

QUE DIEU BÉNISSE, GUIDE ET PROTÈGE LES GUINÉENS !

Mamadou Hassimiou Diallo depuis Nouakchott

«Un fichier électoral fiable

et consensuel» en Guinée, l'OIF réitère sa position et apporte son soutien à l'UA et la CEDEAO

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Communiqué

L'Organisation internationale de
la Francophonie (OIF) apporte son soutien à la déclaration conjointe de
la Commission de l'Union africaine et de la Commission de la CEDEAO du
1er mars 2020.

Elle souhaite, à l'instar des deux partenaires, que le report des élections législatives et du référendum constitutionnel puisse contribuer à **établir un fichier électoral fiable et consensuel**, dans le sens du communiqué du 24 février publié à l'issue de la mission technique d'assistance électorale de l'OIF auprès de la Commission électorale nationale indépendante qui avait relevé les cas problématiques d'électeurs ne disposant pas de documents permettant leur identification. Ces efforts participeraient à restaurer la confiance des acteurs à l'égard du processus électoral.

L'OIF encourage ainsi les autorités et l'ensemble

des acteurs politiques guinéens à jouer un rôle constructif en vue de la
tenue d'élections crédibles en 2020, en s'inscrivant dans les engagements de la Déclaration de Bamako.

Elle exhorte en outre toutes les parties à faire
preuve de la plus grande retenue et à appeler leurs partisans à renoncer
à la violence.

La Secrétaire générale de la Francophonie réitère aux autorités nationales la disponibilité de l'OIF à poursuivre, aux côtés des partenaires régionaux et internationaux, son engagement en faveur du renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit en Guinée.

---

francophonie.org

Déclaration de Bamako: Adoptée le 3 novembre 2000 par les Ministres et chefs de délégation des États et gouvernements des pays ayant le français en partage lors du «Symposium international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone»

Voici l'intégralité de la **Déclaration de Bamako**

Tierno Monénembo «Il y a trop de richesses en jeu quand on est à la tête de l'État guinéen pour partir volontairement» [Interview]

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Dans un entretien exclusif à Sputnik France, l'écrivain Tierno Monénembo, lauréat du prix Renaudot en 2008 pour Le Roi de Kahel (Éd. du Seuil, 1988) dresse un tableau sombre de la situation politique de la Guinée « *à cause des ambitions d'un despote vieillissant qui s'accroche au pouvoir*» a-t-il affirmé dans l'entretien.

Sputnik France: Comment expliquez-vous qu'Alpha Condé, qui avait pourtant été élu démocratiquement en 2010 au second tour contre l'opposant Cellou Dalein Diallo, veuille aujourd'hui briguer un troisième mandat?

Tierno Monénembo: «On pourrait en effet s'étonner qu'Alpha Condé, à 82 ans, veuille encore rempiler après deux mandats

présidentiels. D'autant qu'il est arrivé au pouvoir par les urnes le
21 décembre 2010, contrairement à ses prédécesseurs Lansana Conté,
Moussa Dadis Camara ou Sekouba Konaté qui avaient tous pris d'assaut le
palais présidentiel dans des fourgons militaires. C'est à se demander si
nous n'avons pas une malédiction en Guinée.

Même lui, qui était un pur produit du Quartier latin à Paris, un intellectuel ayant longtemps fréquenté les milieux tiers-mondistes et les partis français de gauche, a fini par virer sa cuti. Aujourd'hui, plus que jamais, il est enfermé dans ses certitudes, conforté par des courtisans et des flibustiers mondialisés du business des matières premières et ne supporte plus la moindre contestation.»

**Sputnik France: Pourtant, il s'était opposé aux dictatures de Sekou Touré et de Lansana Conté en Guinée, au prix d'une condamnation à
mort et de peines d'emprisonnement. Serait-il en train de rater sa
sortie devant l'Histoire?**

Tierno Monénembo: «Les despotes, c'est bien connu,
n'ont aucun sens de l'Histoire puisqu'ils ne croient qu'en eux-mêmes.
Ils ne partent donc jamais de leur plein gré. C'est vrai pour Robert Mugabe au Zimbabwe, comme pour Abdelaziz Bouteflika en Algérie
ou pour Sekou Touré, avant, chez nous. Comme l'a très bien décrit le
grand écrivain allemand Bertold Brecht, dans L'Opéra de Quatre Sous, le
pouvoir rend fou et c'est bien de cette maladie, malheureusement, que
souffrent nombre de nos dirigeants africains! Si l'Afrique

aujourd'hui
est en panne, c'est qu'elle manque d'institutions fortes pouvant
contrebalancer des volontés individuelles, fût-ce celles de Présidents
en exercice de se maintenir au pouvoir à tout prix.»

**Sputnik France: Le Président sortant aurait-il quelque chose à redouter s'il quittait le pouvoir? N'est-il pas d'une certaine façon un
peu protégé par la France notamment?**

Tierno Monénembo: «Ce Président a peur de son ombre,
comme d'ailleurs tous les malfaiteurs avant lui. Il a bradé nos mines à
une mafia internationale, que ce soit pour la bauxite ou pour le fer

Mais les Guinéens ont changé. Ils ne vont plus laisser faire, pas plus qu'ils ne laisseront passer le troisième mandat pour lequel Alpha Condé est prêt à faire tuer son peuple!

Quant à la France, elle est plutôt discrète sur sa condamnation vis-à-vis des agissements de l'un de ses principaux alliés en Afrique francophone. Même les récentes critiques du ministre français des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian, lui ont valu une volée de bois vert par médias interposés. La position de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) est également ambiguë: après avoir annoncé qu'elle se retirait du processus électoral, voilà que son représentant en Guinée oppose un démenti. C'est à ne rien y comprendre! Pourtant, cette organisation, qui a une grande expertise en matière électorale, avait donné l'impression qu'elle voulait tirer les conséquences du refus du gouvernement guinéen de retirer les 2,49 millions d'électeurs figurant indûment dans les fichiers électoraux. Que s'est-il passé entre-temps? Mystère…»

Sputnik France: Depuis octobre 2019, une trentaine de victimes des violences policières ont été recensées. On prête par ailleurs à l'actuel Président ces propos glaçants: «Quiconque viendra pour détruire les urnes, frappez-le!» Comment expliquez-vous cette recrudescence de la répression contre les civils dans le cadre du processus électoral en cours?

Tierno Monénembo: «Je peux vous dire que le nombre de victimes des violences policières s'élève à au moins 150 morts depuis l'élection d'Alpha Condé en 2010. De surcroît, le Président a mobilisé l'armée pour tirer sur les manifestants le jour du vote au cas où ils essaieraient d'empêcher le déroulement du référendum et des législatives, comme il n'a pas hésité à le faire lors des attaques de ces derniers jours contre des bureaux ou du matériel de vote. La répression contre les manifestants est féroce.

Car il faut savoir que dans ce pays, les Présidents se refilent des miliciens pour leur propre protection. Alpha Condé n'a pas dérogé à la règle puisqu'il a récupéré toute la clique de Sékou Touré. C'est pour cela que l'armée est un gang irréformable en Guinée. Il n'y a pas de soldat chez nous, mais des miliciens dans des casernes ainsi qu'une milice qui sert de police. Même le général Lamine Cissé, qui a pourtant

fait un travail remarquable sous l'égide de la Cedeao pour essayer de
réformer les systèmes de sécurité en Guinée, a fini par jeter l'éponge!»

**Sputnik France: L'opposition a-t-elle raison de vouloir boycotter les élections? Car n'est-ce pas le meilleur moyen de favoriser
un passage en force du Président Alpha Condé alors que vous essayez
justement de le stopper?**

Tierno Monénembo: «L'opposition ne peut pas
cautionner une telle mascarade. Dans l'état actuel, le fichier électoral
est une fraude grossière, avec 3 millions d'électeurs qui n'existent
pas. Un seul exemple: 60% des Guinéens ont moins de 18 ans et ne sont
donc pas en âge de voter. Le calcul est vite fait. Dans certaines
villes, on a même vu des enfants de 10 ans être inscrits. Résultat: une
ville comme KanKan a plus d'inscrits que la capitale Conakry!

Toutes ces fraudes sont encore possibles de nos jours en Afrique, parce que les populations sont analphabètes. Ce qui encourage bien sûr, à la tête de nos États, des Présidents à vie comme Sassou Nguesso en République du Congo, par exemple. Le jour où la société civile guinéenne sera mieux organisée, à l'instar du Sénégal, alors le processus électoral pourra véritablement se dérouler de façon démocratique et transparente.»

**Sputnik France: Pensez-vous que ce qui s'est passé au Burkina Faso, avec la chute de Blaise Compaoré, «dégagé» par le peuple pour
avoir voulu, envers et contre tous, modifier la Constitution,**

peut
également se passer en Guinée?

Tierno Monénembo: «Les Guinéens sont épuisés. Depuis 1958, c'est le peuple qui a été le plus réprimé en Afrique. Alpha Condé est bien placé pour le savoir car c'est toujours le même système de la Françafrique qui prévaut et qui a permis de l'imposer alors qu'en réalité, tout le monde sait qu'il n'a obtenu que 18 pour cent des suffrages, en 2010, contre 44 pour cent à son adversaire, Cellou Dalein Diallo. Il a fallu ensuite cinq mois pour organiser un deuxième tour: du jamais-vu! On a pensé qu'il ferait mieux que les autres. En fait, il a fait pire!

Il sait, toutefois, que les Guinéens ne vont pas accepter facilement un troisième mandat. Il a d'ailleurs acheté de quoi faire face aux combats de rue, des gaz lacrymogènes et même des mitraillettes pour parer à toute éventualité. Ce qui veut dire qu'il va essayer de passer en force par tous les moyens et qu'il faut donc s'attendre au pire d'ici à la prochaine présidentielle! Depuis 1964, les Présidents guinéens sont autorisés à disposer à leur guise d'une partie des retombées des ressources minières du pays. C'est aussi pour cela qu'ils s'accrochent au pouvoir. Il y a trop de richesses en jeu quand on est à la tête de l'État guinéen pour partir volontairement. Mais au vu de la répression sévère qu'Alpha Condé est en train d'instaurer dans le pays et qui ne va pas s'arrêter, il doit se méfier. Il pourrait, très vite, être acculé et avoir à rendre des comptes.»

Cet article est republié à partir de Sputnik France. Lire l'original ici

Après le report du double scrutin en Guinée, l'Union Africaine et la CEDEAO recommandent

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

La Commission de l'Union Africaine et la Commission de la CEDEAO souhaitent que le délai de report soit efficacement mis à profit pour renouer un dialogue serein et responsable entre tous les acteurs politiques et sociaux de manière à établir un fichier électoral fiable et à créer les conditions d'un scrutin crédible, libre et transparent.

Cher Alpha Condé « L'État de droit exige soumission au droit » [Lettre ouverte – Par Mamadou Ismaïla KONATÉ]

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

À Monsieur Alpha CONDÉ

Président de la République de Guinée

Chef de l'État

Monsieur le Président,

Cher Alpha,

Depuis l'annonce de votre initiative de réforme constitutionnelle, une énorme suspicion entoure cette

initiative et nombreux
sont ceux, Guinéens ou autres citoyens du continent, qui vous accusent de vouloir
poursuivre le dessein funeste d'un troisième mandat, et ce en violation de tous
les engagements.

Au fur et à mesure que le terme de votre second et
dernier mandat approche, votre velléité de briguer un troisième mandat apparaît.
Il transcende encore plus nettement, contre le gré de nombreux Guinéens plutôt
déterminés à se dresser contre ce qui leur apparaît comme une violation
inattendue et inacceptable des règles qui vous lient à la Guinée.

Cela est une évidence depuis votre annonce de coupler
élections législatives et révision constitutionnelle via référendum. Plus
personne ne doute de votre volonté de briguer un troisième mandat.

D'ailleurs, interrogé au sujet d'une éventuelle
candidature, vous avez indiqué clairement à la presse qu'il revient plutôt à
votre Parti, le RPG, de désigner son candidat. J'imagine que vous ne diriez pas
non si ce choix se portait sur vous.

Sans ambages ni détours, votre volonté est constante de
détourner la loi fondamentale – à votre profit et pour votre intérêt
personnel -, pour atteindre votre objectif de vous maintenir au pouvoir sans
droit ni fondement.

Au-delà de la Guinée, c'est tout le continent et le

monde qui s'élèvent désormais contre le principe même de la violation du terme constitutionnel des mandats politiques. Dans un continent comme l'Afrique, qui ne conçoit plus que les actions de ses dirigeants franchissent le cadre légal, s'il y a par nature et par essence une faute lourde et inexcusable c'est bien ce type de geste et toutes les attitudes qui l'entourent.

Monsieur le Président, l'État et la République sont régis par des principes, vous ne pouvez ni ne devez l'ignorer.

Monsieur le Président, le respect scrupuleux des principes qui régissent l'État et la République s'impose à tous les gouvernants.

- L'État de droit et la démocratie sont essentiels à une époque où la gouvernance est confrontée à des choix ultimes et difficiles pour la lutte contre la terreur, le développement, la bataille contre les pandémies. Les incidences politiques et institutionnelles sont souvent imprévisibles.

N'est-ce pas le cas pour vous aujourd'hui en Guinée ?

Je ne préjuge guère quant à la véritable posture qui sera en définitive la vôtre durant les derniers jours qui vous séparent encore de la date fatidique que vous avez fixée pour tenir ce double scrutin.

Je ne préjuge pas non plus du sort de la Guinée et des Guinéens le lendemain de ce double scrutin.

Je ne suis pas devin non plus pour prédire ce que sera votre propre sort, Monsieur le Président, mais dans tous les

cas, j’imagine qu’il
sera tout pour vous sauf le bonheur.

Un proverbe de la culture mandingue, qui nous est si chère
à tous les deux et que nous partageons, ne dit-il pas que lorsque vos amis ne
sont plus capables de vous dire la vérité en face, il faut aller implorer vos
ennemis et les payer s’il le faut pour qu’ils vous disent cette vérité.

Monsieur le Président, votre décision de réviser la
Constitution guinéenne est un droit qu’il vous revient de mettre en œuvre en
votre qualité de Président de la République. Une telle décision est même légale
puisque la Constitution que vous voulez anéantir l’a prévue.

En
homme averti, pensez-vous que cette décision vers laquelle vous vous dirigez aujourd’hui
est véritablement légitime ?

Toujours en pays mandingue, il est dit que lorsqu’une
situation vous embarrasse, prenez soin de regarder à gauche et à droite et
scrutez les regards et les visages de ceux qui vous entourent.

En ce qui vous concerne, regardez à votre gauche et
vous vous rendrez compte qu’en Guinée, ceux qui s’opposent à votre révision
constitutionnelle sont nettement plus nombreux que ceux qui vous y encouragent.
À votre droite, vos vrais amis, en Guinée et ailleurs, ne cessent de vous
alerter et vous appellent à la retenue. Ils vous invitent à suspendre votre
initiative et à reculer.

Ne rajoutez pas à la témérité l'arrogance et le dédain !

Monsieur le Président, je vous sais homme déterminé, à la limite de l'acharnement et de la témérité. Pensez-vous qu'une telle détermination vous aurait conduit à sortir de prison, tout seul et sans aucune aide, après une mise en cause inique et un procès injuste dont vous avez été l'objet, et durant lequel j'ai été auprès de vous, aux côtés de plusieurs autres avocats ?

Au-delà, nombreux sont vos amis qui sont inquiets pour vous et mal à l'aise. Ils ont mal dans leur être et leur conscience de vous laisser tout seul, face à votre détermination à affronter le feu qui finira sans aucun doute par vous brûler.

Pouvais-je rester insensible dans une atmosphère politique guinéenne si délétère et invivable, qui donne un signal de danger de mort ?

Je n'en suis pas si sûr dans la mesure où, jusque-là, je me suis abstenu de m'exprimer publiquement sur ce sujet pour ce qui vous concerne. Je me suis abstenu de vous mettre personnellement en cause pour des raisons que vous devinerez aisément.

Devant l'insupportable, je prends l'option de m'adresser à vous aujourd'hui. J'en appelle au militant que vous êtes. Je m'adresse à votre conscience première, la plus ardente, celle de l'époque des combats d'antan, épiques et légitimes, menés contre la dictature, la tyrannie de la violation du droit et la négation des libertés fondamentales qui ont anéanti l'homme africain.J'ose imaginer, Monsieur le Président, qu'il vous reste encore quelque jugeote pour prendre la mesure, toute la

mesure, du danger qui vous guète, pour arrêter la marche fatale qui vous conduit plus vers la décadence que vers la gloire.

Monsieur le Président, je vous imagine capable d'un sursaut et vous sais incapable de résister longtemps à l'appel des *bisaïeuls,* qui vous demandent de changer de côté et de chemin.

Vos pairs d'Afrique sont mécontents du niet insoutenable que vous leur avez signifié aujourd'hui lorsqu'ils ont souhaité venir en Guinée, pour palabrer avec vous et les autres protagonistes de ce qui apparait aujourd'hui comme la crise guinéenne.

L'Organisation Internationale de la Francophonie, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et peut-être bientôt l'Union Africaine, vous ont tourné le dos ou le feront. Le spectre de la Guinée de Sékou TOURÉ renaît avec vous et par vous. Êtes-vous devenu subitement un adepte de Sékou TOURÉ et de ses méthodes sanguinaires ? Êtes-vous devenu celui qui mènera la Guinée vers l'abîme ?

Monsieur le Président, vous avez encore le temps et l'occasion de faire mentir tous vos détracteurs en leur disant qu'il s'agit là d'une vilaine rumeur. Dressez-vous contre cela et rejoignez Jacques ATTALI, qui affirme que la « rumeur agit comme un virus » et qu'elle est « le pire » de tous les virus puisqu'elle « détruit les défenses immunitaires de sa victime ».

Monsieur le Président, ne soyez victime d'aucune

rumeur ni d’aucun entêtement, ne soyez pas téméraire ni obtus.

Monsieur le Président, agissez vite contre cette rumeur et tuez-la au plus vite, avant qu’elle ne devienne virus… pour vous emporter.

Parce que, Monsieur le Président, en laissant plus longtemps ce virus vivre et se propager, il viendra très vite assombrir de nuages le ciel pourtant dégagé de la Guinée. C’est vous qui le dites, en partie du fait de votre leadership. Vous aspirez encore à éclairer la Guinée, mieux et plus que la lampe à pétrole.

Monsieur le Président, la Guinée et les Guinéens ont-ils plus besoin de lumière ou de modification de la Constitution ? Y incorporer des dispositions nouvelles, alors même que sa mise en œuvre n’a signalé aucune anomalie ? L’anéantir d’un coup, au profit d’une autre que l’on imagine meilleure puisque relookée ?

> *Monsieur le Président, n’est-ce pas cette même Constitution qui vous a installé au pouvoir et vous a permis d’exercer paisiblement un pouvoir absolu depuis une décennie ?*

Monsieur le Président, le confort constitutionnel actuel dont vous jouissez est le premier signe évident de l’expression par les Guinéens de leur liberté. C’est leur volonté affirmée et jamais démentie de ne pas cautionner un pouvoir indéfini, qui perdure dans le temps et n’a pas d’autre limite que l’infini.

Avant votre ère, Monsieur le Président, les Présidents Ahmed Sékou TOURE et Lansana CONTÉ se sont renouvelés au pouvoir autant qu'ils l'ont voulu. Pour y parvenir, ils ont fait passer leur souhait personnel de demeurer au pouvoir comme émanant du peuple entier, « dévoué » pour la Guinée. Vous avez personnellement pâti de cette suprématie et de cette manière prégnante d'exercer le pouvoir en Guinée.

Monsieur le Président, cette époque est révolue en Guinée, mais également en Afrique, et vous avez contribué à l'enterrer.

> *L'heure est à l'affirmation du droit et à la suprématie de la loi, qui doit être scrupuleusement respectée !*

Monsieur le Président, j'affirme ces exigences nouvelles. En les évoquant, j'ai le souvenir de deux douzaines d'avocats, alignés au tribunal de Conakry, pour vous, à l'entrée du bureau du procureur de la République. C'était la veille de l'ouverture du procès qui vous a fait comparaître, pour exiger des autorités du ministère public guinéen de vous rencontrer préalablement et impérativement, sous peine de boycotter l'audience du lendemain.

Ce fut fait comme demandé !

Cette demande, exprimée avec insistance, presque par la force, par vos avocats-défenseurs dont j'étais, vous a permis de les rencontrer. Plus de la moitié de ces défenseurs, venus de

l’étranger, étaient
révoltés à la vue de cette ignoble prison de Conakry dans laquelle vous avez
été gardé, en violation sans cesse répétée de vos droits fondamentaux de
citoyen et des libertés de l’homme politique que vous étiez, injustement
emprisonné et bafoué.

Vous êtes devenu, après toutes ces péripéties,
Président de la République, Chef de l’État, et vous avez prêté serment pour respecter
la Constitution guinéenne et l’observer scrupuleusement.

Monsieur le Président, l’État de droit exige
soumission au droit, y compris lorsqu’il s’agit du premier personnage de Guinée,
que vous êtes devenu aujourd’hui.

Dans ce pays, il est aujourd’hui question de
modification et/ou de révision constitutionnelle. Dans un tel cadre, faut-il aller
jusqu’à penser ou croire que les exigences de l’État
de droit, notamment la soumission au droit, ne concerneraient plus que les autres ?
Elles ne concerneraient donc jamais ceux qui, comme vous, ont à cœur de servir
le pays et la nation en suivant leur seule conception du pouvoir et du devoir,
même si elle est aux antipodes de ce que ressent la plus grande partie du
peuple ?

Faut-il dans ce cas poursuivre le bon service à la
nation sans fin ni aucune limite, contre la volonté du peuple dont on dit être le
représentant ?

Monsieur le Président, la modification de la Constitution devient dans ce cas la nouvelle trouvaille politico institutionnelle du génie politique africain. Le but visé devient celui de clouer le bec à la limitation de mandat, acquis depuis les années 1990, pour passer par le changement de régime et faire le bond de la limitation du mandat.

L'homme politique est au pouvoir sans fin, sa volonté est supra humaine et infra divine.

Monsieur le Président, même si dans leur rêve le plus démoniaque des fils de Guinée en venaient à vous demander de mettre en œuvre un tel dessein, il vous reviendrait d'y renoncer d'entrée de jeu. Il faudrait mettre en avant les exemples douloureux des première et seconde républiques guinéennes, qui n'ont pas apporté que du bonheur sur ce plan.

Monsieur le Président, il vous reviendra également de reculer face à une telle offre, en rappelant aussi le sort de vos pairs africains qui se sont frottés à cette modification-changement de régime et qui en ont eu pour leur grade.

Enfin, Monsieur le Président, le sort préoccupant des jeunes de Guinée devrait vous inquiéter plus encore. Ne pas rajouter à leurs douleurs de l'ignorance, du désœuvrement et de la déperdition, celle de l'exode ou du sang. Ce serait la seule issue qui s'offrirait à eux dans un pays disloqué de votre fait par les effets d'une crise aux relents politiques et sociaux.

Face à un tel scénario, j'ai été incapable de rester silencieux et de ne pas réagir vis-à-vis de vous. Il fallait que je vous parle. De vous à moi… n'y allez pas, c'est dangereux !

Je me suis persuadé de vous adresser la présente pour en appeler à votre esprit d'antan, mais également à votre responsabilité ultime.
Elle m'apparaît être celle qui vous engagera demain et fera évoquer votre nom et votre personne en bien ou en pire. Comme ceux qui vous ont précédé à la place qui est la vôtre aujourd'hui, vous ne serez alors, comme eux, plus de ce monde.

Monsieur le Président, il est encore temps de cesser ce qui peut encore être considéré comme une méprise de votre part, avant que cela ne soit la source de discordes. Cette Guinée a besoin d'aller de l'avant, plus loin que vous ne l'avez menée.

Monsieur le Président, la fonction suprême que vous avez incarnée et assumée dans ce pays ne vous autorise pas à aller à contre-courant de l'histoire de la Guinée et de l'Afrique. La vocation ultime des institutions est désormais la construction de l'État de droit et de la démocratie, l'affermissement de la paix et de la concorde.

Monsieur le Président, entendez ma voix quand elle sonnera dans vos oreilles avec des milliers d'autres, qui viendront vous dire la même chose… Si vous les entendiez de manière plus véhémente, ce ne serait pas de votre goût et vous laisserait moins de répit pour agir

et vous ressaisir.

Monsieur le Président, que les voix et les esprits
d'Afrique vous parlent et que vos actions soient ultimement dirigées vers le
bonheur du peuple de Guinée. Pour cela, vos efforts doivent inspirer l'Afrique
et ses fils.

Mamadou Ismaïla KONATÉ

Avocat aux barreaux du Mali et de Paris

Ancien garde des Sceaux et ministre de la Justice du Mali

Ancien défenseur d'Alpha CONDÉ, opposant politique de Guinée

Déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne sur la situation politique en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020

Council of tl
European U

Les récentes déclarations de l'Organisation Internationale de la Francophonie, à travers son communiqué du 24 février sur l'état du fichier électoral guinéen, et la décision de l'Union Africaine, annoncée ce vendredi 28 février 2020, de rappeler sa mission d'observation des élections législatives du 1er mars, confirment les inquiétudes de l'Union européenne. En l'état, **l'absence d'inclusivité et de transparence jette le doute sur la crédibilité des échéances électorales à venir**.

Cette situation attise le risque de division et de tension au sein de la communauté nationale. Il incombe à tous les acteurs politiques, en particulier au Président Condé en tant que Chef de l'Etat, de renouer le dialogue et de rétablir un climat de confiance propice à la paix sociale et à la tenue de scrutins crédibles attendus pour l'année 2020.

L'Union européenne appelle à la retenue et condamne l'usage de la violence d'où qu'elle vienne.

Elle soutient toute initiative de la région pour trouver une issue pacifique à cette crise et appelle les acteurs guinéens à coopérer.

europa.eu